



Devoir d'histoire

Geplaatst op zaterdag 05 juli 2014 |

SHARE

Nous sommes à l'époque de la « mémoire ». On évoque à tout moment le devoir de mémoire pour tous les malheurs qui ont frappé l'humanité depuis un ou deux siècles.

Cette année 2014 voit un nombre considérable de commémorations : le centenaire de la Première guerre mondiale, les soixante-dix ans du débarquement Allié en Normandie, la Libération de Paris, celle de Bruxelles, sans doute, au mois de décembre, l'offensive Von Runstedt, etc. Plus proche : le vingt-cinquième anniversaire de la chute du mur de Berlin en novembre. Et plus loin : la bataille de Waterloo !

Nous n'échappons pas non plus, en tant que militants de gauche, à cette pléthora de commémorations. C'est ainsi qu'à Bruxelles, afin de célébrer le quarantième anniversaire du pronunciamiento militaire du 11 septembre 1973 qui renversa dans le sang la démocratie au Chili et qui vit le suicide du Président Salvador Allende, s'est constitué début 2013 un Comité Allende 40 présidé par Sergio Rojas Fernandez, militant syndicaliste et ancien prisonnier de la junte, Monique Discalcius, journaliste, Pierre Verhas, militant socialiste, Pierre Galand, président à l'époque du Centre d'action laïque, ancien sénateur socialiste, président du Tribunal Russell pour la Palestine et responsable d'ONG, Josy Dubié, ancien sénateur écolo, ancien journaliste international qui fut le dernier à interviewer le Président Allende et d'autres militants belges et chiliens.

Le Comité Allende 40 organisa tout au long de l'année 2013 plusieurs manifestations en mémoire de Salvador Allende et de l'Unité populaire. Il décida de terminer sa campagne en offrant à l'Université Libre de Bruxelles un buste de Salvador Allende posé au pied de la Salle Allende qui sera aujourd'hui de salle d'expositions à l'Université. Sergio Rojas Fernandez syndicaliste emprisonné par la junte de 1973 à 1975 et expulsé du Chili vers la Belgique rappela les motifs profonds de cette action.

L'objectif n'en est pas la nostalgie, mais de faire prendre conscience à tous qu'aujourd'hui de tels événements peuvent se reproduire, surtout lorsque le capitalisme se montre de plus en plus agressif.

L'autre 11 septembre

Le 11 septembre 1973 est aussi appelé « l'autre 11 septembre ». En effet, dans la mémoire collective, cette date évoque avant tout les attentats de New York et de Washington survenus en 2001. Le renversement de la démocratie au Chili est – sans doute volontairement – passé sous silence. Ce n'est pas un hasard ! Substituer une mémoire à une autre est aussi un moyen d'effacer le passé.

Aussi, au devoir de mémoire, ne devons-nous pas substituer le devoir d'histoire ? La mémoire est souvent sélective, partielle, sinon partielle.

Un exemple : dans l'euphorie des commémorations du débarquement de Normandie, on a fait penser que la victoire contre le IIIe Reich fut avant tout l'œuvre des Alliés anglo-américains qui pénétrèrent le continent européen le 6 juin 1944. Or, sans ôter aucun mérite aux combattants anglais et américains, l'écrasement d'Hitler est à l'évidence le fait de la gigantesque offensive de l'Armée Rouge dans les plaines de Russie en cette même année 1944.

Et le 11 septembre ? Pourquoi considérer que le 11 septembre 2001 est une date plus importante que le 11 septembre 1973 ? Le nombre de victimes ? Il y eut environ trois mille cinq-cents morts à New York et à Washington. Au Chili, la répression des sbires de Pinochet a provoqué quasi le même nombre de morts, souvent au terme d'atrocités tortures. Les conséquences politiques ? La fin de la démocratie au Chili ne fut-elle une régression aussi importante pour l'ensemble du continent Sud-Américain que, pour le monde, la guerre « contre le terrorisme » et les violations des droits de l'homme ainsi que les graves restrictions des libertés aux USA, en Europe et au Proche Orient prétextées par les attaques du World Trade Center et du Pentagone ?

Le 11 septembre 2001 servit de prétexte à l'invasion de l'Afghanistan au nom de la « guerre contre le terrorisme » et à celle de l'Irak après le mensonge des « armes de destruction massive ». Le coup d'Etat au Chili préparé et soutenu par les services secrets américains avait pour objectif d'éradiquer toute avancée sociale et démocratique en Amérique du Sud et d'imposer le néolibéralisme au plus grand profit des multinationales. Aussi, les médias sont-ils restés bien plus « discrets » sur ce 11 septembre là.

C'est précisément ce que la cérémonie du 26 juin 2014 organisée par le Comité Allende 40, coordonnée par Monique Discalcius, avec l'Université Libre de Bruxelles a permis de montrer. En dépit des attaques permanentes des puissances économiques, financières et militaires contre la liberté et la justice sociale, il existe toujours une Résistance. Le Recteur Didier Viviers l'a rappelé dans son discours : « Dès le 2 octobre 1973, moins d'un mois après le putsch tragique qui vit aussi le suicide du président chilien encerclé par les putschistes au palais présidentiel de la Moneda, l'Université Libre de Bruxelles décernait le titre de Docteur Honoris Causa à titre posthume à cet Homme d'Etat qui incarnait les valeurs de liberté, de solidarité et de justice sociale qui sont celles de l'ULB ».

L'Université de Bruxelles fut à la pointe du combat contre les putschistes et de la solidarité avec les militants chiliens. C'est ainsi qu'elle apporta une aide concrète aux étudiants et professeurs chiliens qui ont dû s'exiler ou qui ont été relâchés et expulsés par le « nouveau » régime. Pierre Galand mit son ONG au service des exilés (1), mais aussi en organisant un soutien concret à la Résistance. C'est ainsi que du matériel électronique fut fourni aux syndicalistes au Chili afin de leur permettre de communiquer sans être écoutés par la DINA (la « Gestapo » de Pinochet). Des artistes belges de toutes les disciplines se rendirent ensemble au Chili et effectuèrent leurs prestations dans les rues de Santiago du Chili – les uns chantent, d'autres lisent des poèmes, des peintres peignirent, des dessinateurs dessinèrent – sans que les sbires du régime ne puissent réagir.

Le putsch de Pinochet a provoqué une telle émotion en Belgique que l'ensemble de la gauche belge s'est mobilisée, allant du parti communiste au parti socialiste, ainsi que les organisations syndicales, les étudiants et toutes les associations de solidarité.

J'ai pu recueillir via Ralph Coeckelberghs, le témoignage de Jacques Bourgaux, avocat et militant de gauche bruxellois défenseur de plusieurs militants chiliens qui n'était malheureusement pas présent à cette cérémonie.

« J'ai été 5 fois en missions au Chili à un moment (surtout au début, ce qui n'était pas évident), créé le Comité National Chili avec Ralph Coeckelberghs et Pierre Galand, ainsi que le Comité du Juriste pour le Chili. J'ai témoigné à l'AG de l'OIT à Genève pour les questions d'atteintes aux droits syndicaux durant la dictature chilienne après une mission mandatée par l'Association Nationale des Juristes Démocrates, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, l'ancienne Confédération Mondiale du Travail & la Confédération Internationale des Syndicats Libres et j'ai participé à plusieurs colloques internationaux d'appui pour la lutte contre la junte chilienne (notamment à Rome, Berlin en RDA, à Paris et Alger).

Nous avons aussi animé l'ancienne asbl Services Etudiants Universitaires Latinos-Américains (SEUL) pour sa transformation en Maison de l'Amérique Latine, dont j'ai assuré la présidence pendant quasi 10 ans. Et, plus discrètement, pour le Chili avec ma chère épouse Loretta Cappellini, nous avons apporté à deux reprises pas mal d'argent pour les premières initiatives tolérées par le

régime de défenses des prisonniers et des droits de l'homme (devenu ensuite l'Association Chilienne pour les Droits de l'Homme, via des réseaux d'avocats amis, toujours un peu exposés à la répression).

Enfin, nous avons ensemble et avec beaucoup d'autres dû intervenir moult fois pour éviter des divisions extérieures intra-chiliennes entre les 2 PS (Altamirano et Almeida), MAPU-OC, MAPU, etc... »

Josy Dubié qui fut le dernier journaliste à rencontrer Salvador Allende a bien mis en évidence le rôle des Etats-Unis dans le renversement du gouvernement de l'Unité populaire au Chili. C'était nécessaire en un temps où la mémoire devient de plus en plus sélective.

Dubié intervenait comme co-président du jury Allende 40 du concours de rédaction d'un texte sur la vision qu'ont les jeunes de l'évolution de la société chilienne depuis le renversement d'Allende jusqu'à aujourd'hui. On observe que les deux lauréats auteurs des textes retenus – Marcel Lamant, un étudiant francophone et Paola Verhaert, une universitaire néerlandophone – insistaient sur le lien entre l'actualité – notamment la contestation étudiante au Chili – et la tragédie d'il y a quarante ans. L'autre co-président du jury est le professeur Henri Eisendrath de la VUB (le pendant néerlandophone de l'ULB) qui a aussi joué un rôle important dans le mouvement de solidarité à l'égard du peuple chilien.

Le discours prononcé par Isabel Allende, fille de Salvador Allende et présidente du Sénat du Chili – à ne pas confondre avec l'écrivaine Isabel Allende qui est une cousine – s'inscrit aussi dans ce lien entre le passé et le présent. Les révoltes étudiantes contre le précédent gouvernement de droite ont défini une priorité fondamentale au nouveau gouvernement de centre-gauche issu des urnes, présidé par Michelle Bachelet : l'enseignement.



Madame Isabel Allende, fille de Salvador Allende, actuelle Présidente du Sénat du Chili a montré les grands enjeux politiques et sociaux au Chili depuis l'Unité populaire jusqu'à aujourd'hui.

L'enseignement au Chili a été privatisé sous Pinochet. Pour que les pouvoirs publics puissent à nouveau le régir, il faut modifier la Constitution qui date de la dictature militaire. Dès lors, le gouvernement actuel a besoin d'une majorité spéciale pour réviser la Constitution. (2) En effet, sans avoir effacé du texte fondamental les principales mesures prises durant la dictature, il est impossible de faire une quelconque réforme. C'est la raison pour laquelle le gouvernement actuel cherche à avoir la majorité la plus large possible. Et s'il n'y parvient pas, les socialistes n'excluent pas de nouvelles élections « pour solder l'héritage Pinochet ».



Le buste de Salvador Allende inauguré par Madame Isabel Allende. De gauche à droite : l'ambassadeur du Chili, Pierre Galand, André Flahaut, Président de la Chambre des représentants de Belgique, Isabel Allende, Sergio Rojas Fernandez, le Recteur Didier Viviers, le Président de l'ULB Alain Delchambre, Josy Dubié

C'est donc avec joie, fierté, émotion, mais aussi avec une détermination militante que le buste sculpté en marbre du Chili réalisé par le sculpteur chilien Oscar Planduria Viera a été inauguré. La plaque placée au pilier sur lequel repose cette œuvre contient les derniers mots de l'ultime discours prononcé par Salvador Allende et diffusé par les ondes : « *Travailleurs de mon pays, je crois au Chili et en son destin. D'autres hommes dépasseront ce moment gris et amer où la trahison prétend s'imposer. Continuez et sachez que le jour où vous rouvrirez les larges avenues par où passe l'homme libre pour construire une société meilleure est plus proche que lointain.* »

Un autre devoir d'histoire a été rappelé – à juste titre – par des militants lors des cérémonies de l'ULB : le sort du peuple mapuche qui est depuis longtemps laissé pour compte au Chili, même à l'époque d'Allende. Or, historiquement, ce sont les Mapuches qui furent les seuls à repousser la conquista espagnole au Chili au XVI^e siècle. Peut-on prôner les grands principes d'égalité, de justice et de liberté, si on ne donne à ce peuple le droit à la dignité ?

Pour s'approcher davantage de ce jour « plus proche que lointain », un énorme travail reste à accomplir.

Pierre Verhas

(1) Henri Simonet, à l'époque bourgmestre d'Anderlecht, commune de la région bruxelloise et Ministre des Affaires étrangères de Belgique – bien que connu pour son atlantisme militant et sa fibre néolibérale – apporta une aide concrète et efficace aux réfugiés chiliens en leur attribuant des logements sociaux et en facilitant l'accès de leurs enfants à l'école. En cela, il prouva son attachement aux droits fondamentaux.

(2) Observons que c'est une stratégie de la droite ultralibérale à travers le monde : bétonner dans les textes fondamentaux leurs réformes les plus odieuses. Ainsi, par exemple, Viktor Orban, le leader fascisant de la Hongrie, a inscrit les points principaux de son programme dans la Constitution hongroise. L'Union européenne, par les traités budgétaires, empêche tout changement dans la politique d'austérité. Et le projet de Traité Transatlantique enlèvera – s'il est ratifié – définitivement aux Etats la faculté de prendre souverainement des mesures sociales et environnementales.